



Thinking Africa

NOTE DE TERRAIN

**Goma - Nyamulagira : l'essentiel de l'implication socio-économique du
gouvernement congolais en réponse aux dégâts collatéraux liés à
l'éruption volcanique du 22 Mai.**

Par Touré Maliaka Sefu

*Prépare une thèse en Science Politique à l'Université de Kisangani/République
démocratique du congo*

Description

Après les événements liés à la coulée des laves du volcan nyiragongo en 2002 en ville de goma et ayant causé une perte de plus de 150 personnes en sus de la détérioration de 15 % des infrastructures urbaines, le 22 mai 2021, le même volcan entre en éruption spectaculaire causant une trentaine de morts et autant de disparus suite à des vagues de déplacements.

Bien que les laves aient cessé de couler à l'aube du 23 mai, les secousses sismiques sont demeurées constantes, provoquant la panique au sein de la population rescapée et celle les ayant endurées. Il appert que l'aide gouvernementale affectée aux premières heures est restée inconfortable, empirant davantage la détérioration de la soierie humanitaire assise sur la nature de tout ce qui tient pour survivance en faveur des premières victimes.

En réponse à tous les dégâts collatéraux encaissés du côté congolais, cette note de terrain procède à une évaluation de l'implication socio-économique du gouvernement appelé à

anticiper les catastrophes naturelles de ce genre au travers la mise en place d'une politique publique de gestion assez orthodoxe de toutes les couches sismiques, en ce compris celle de nyirangongo qui expose près de deux millions de ses compatriotes vivant en ville de goma et alentours.

Au sujet des dégâts causés par l'éruption

Situé à plus de 3 470 km de hauteur, dans la partie orientale de la ville de goma, près de la frontière avec le rwanda, le nyamulagira secoue de façon menaçante la ville de goma qui ne lui est distant que de 18 km.

En chaud au soir du 22 mai 2021, l'éruption du volcan a provoqué le déplacement de près de 600 000 personnes, à côté d'autres conséquences ravageuses¹. Il convient de préciser qu'en cette même soirée, les rescapés ont emprunté deux voies principales : les uns ayant gardé les fronts tournés vers saké, une localité située à 27 km de la ville de goma sur la route nationale numéro 2, et les

¹ Une trentaine de morts, quarantaine d'adultes disparus et près de 150 enfants en âge de scolarisation déboussolés. A ceci, nous y

ajoutons le cas d'hospitalisation dont la courbe demeure croissante jusqu'à ce jour.

autres à gisenyi, à la porte du rwanda voisin.

Au lendemain de cette première vague de déplacements, les voies se sont ouvertes à une multitude de personnes dont les uns ont emprunté la voie lacustre pour atteindre la ville voisine de bukavu et les autres se sont déversés à saké. Du fait notamment de la promiscuité et des conditions sociales et humanitaires dégradantes, certains rescapés ont dû prendre la route butembo, d'autres celle de minova pour retourner par la suite à bukavu, le gouvernement congolais n'ayant pas encouragé les déplacements vers le rwanda.

L'implication socio-économique du Gouvernement congolais

A l'aube du 23 mai, lors d'une mission de reconnaissance aérienne diligentée par la Monusco en appui au gouvernement congolais, il a été confirmé que la route nationale numéro 2 a été coupée par les laves à la hauteur de kilima nyoka, cela a ralenti et obstrué le flux de déplacements de populations vers la localité de saké.

Par ailleurs, trois villages et un quartier de la ville de goma ont été détruits par les laves et près de 4 000 maisons ravagées et une dizaine de structures sanitaires et

des écoles secondaires, sans citer des nombreuses fissures observées par-ci par-là dans des artères de la ville.

S'imprégnant de la situation, le gouvernement congolais au travers le gouvernement provincial placé en état de siège depuis pratiquement la fin du mois d'avril devrait se voir intervenir à partir de la date du 24 mai par :

- la construction urgente des abris soutenue par le gouvernement japonais par le biais de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale « JICA », dont les marques sont imperceptibles sur terrain ;
- l'ouverture de la route nationale numéro 2 en recourant à la société congolaise de construction ;
- L'ouverture de l'aéroport dont la fermeture rendait impossible l'assistance humanitaire et gouvernementale ;

Plus est, il convient de révéler qu'avec la sortie médiatique du 27 mai de l'autorité provinciale, les déplacements se sont intensifiés car ayant publiquement annoncé que les données sismiques présentaient une déformation sans pareille de la ville de goma, avec une extension possible d'explosion sur le lac kivu, ce qui d'après

l'Observatoire Volcanologique de Goma « OVG » pourraient asphyxier les espèces vivant autour des eaux du lac et causé de milliers de morts que ce soit du côté de la RDC ou du Rwanda.

De ce point relatif à l'intervention, il importe de dire un mot sur l'implication du gouvernement rwandais sur sa flexibilité surprenante par l'ouverture de la frontière ayant facilité l'immigration dans son sol de près de 10 000 rescapés congolais dont la majorité ont été conduit aux centres de rugegero, nkamira et busasamana dans le district de rubavu.

Quarante-huit heures après, du fait des tensions permanentes qui existent entre le congo et le rwanda, le gouvernement rwandais s'est investi pour le rapatriement des rescapés congolais par bus, à la porte de la ville de goma (gisenyi). Du côté congolais, étant donné que l'autorité provinciale a dû conditionner le retour de déplacés dans leurs foyers respectifs par la diffusion des nouveaux ordres qu'il édicterait, la population rescapée a enduré des moments dramatiques dans des sites d'hébergement : maladies et morts infantiles dues à la malnutrition, l'on essaie de se demander quelles sont demeurées les secousses humanitaires fâcheuses

contre lesquelles le gouvernement congolais devrait furtivement se battre.

Par ailleurs, du côté infrastructures, il convient de souligner que les lignes électriques approvisionnant près de 500 milles ménages ont été endommagées, les champs agricoles détruits et l'approvisionnement en eau coupé presque, ouvrant également voie à une série des maladies hydriques, à coté de celles respiratoires que créent la température de la coulée de laves.

Près de deux semaines après l'éruption volcanique, le premier ministre congolais a recommandé lors d'une conférence de presse qu'il a animée le retour progressif des habitants affectés par ces affres événements, en ouvrant voie à des sites d'hébergement pour les compatriotes ayant perdu leurs domiciles. Un fond de près de huit millions de dollars américains ayant été décaissé pour en assurer l'exécution.

De même, subrepticement, la région du kivu réputée pour sa culture du café, et sa production du fromage avec une charcuterie gracieuse, offre entre 60 et 70 % de la production mondiale du coltan, aidant à la fabrication des équipements électroniques mais aussi dans l'industrie aéronautique, le gouvernement congolais se dit en voie de mettre sur pied une

politique économique consistant à identifier et soutenir le petit commerce ayant subi les effets de l'éruption volcanique ; soutenir également l'approvisionnement en produits pharmaceutiques et mettre en place un hôpital militaire équipé à souhait pouvant venir en aide aux différentes structures sanitaires engagés dans la riposte. Par ailleurs, une décente prochaine est prévue à Kabuno aux fins du dégazage du lac Kivu dont les eaux ne demeurent à l'abri de secousses sismiques d'après l'observatoire volcanologique.

Dans sa communication de ce 07 juin, l'autorité provinciale a rassuré que le retour des autres sinistrés disséminés dans les sites d'hébergement se fera selon un chronogramme ainsi établi :

- Axe Sake-Goma : du 08 au 09 juin
- Axe Nyiragongo - Goma : le 10 juin
- Axe Rutshuru - Goma : du 11 au 12 juin
- Axe Bukavu-Minova-Goma : du 15 au 17 juin
- Axe Beni-Butembo-Lubero-Goma : du 16 au 17 juin.

Conclusion

A titre de conclusion, il ressort que le Gouvernement congolais au lieu d'anticiper les dégâts liés à des éruptions

cataclysmiques du volcan est demeuré en quelque sorte amorphe, confiant quant à la nature de beaucoup plus de l'aide humanitaire, laissant ainsi perplexe des multitudes des populations implantées sur les flancs du volcan à cause notamment de leur fertilité qui facilite les semences.

Un projet de la banque mondiale ayant été arrêté en juin 2020, l'OVG, abruti durant presque sept années précédentes suite à un problème organisationnel lié au retard de paiement du salaire des agents, a connu des difficultés quant à son frais de fonctionnement depuis le mois d'avril 2020, mettant en péril près de 2 millions d'habitants suite au manque des éventuelles prédictions. Un tel soutien s'avérait important du fait qu'il entrevoit un renforcement d'alerte précoce, à l'image des précurseurs imminents, visant à améliorer au quotidien les voies d'évacuation et les mesures barrières à observer par les victimes.

Il faut dire en fin que l'aide du gouvernement congolais après ces catastrophes reste à désirer et donc formelle et à titre protocolaire pour certains ménages seulement. Dans cette situation précaire, les activités économiques ont été toutes suspendues.

Après cette nième éruption, le gouvernement congolais au lieu de s'illustrer par une gérance sclérosée dont les prémisses reposent sur l'espoir à l'aide humanitaire extérieure, il doit s'activer positivement en débloquant assez de moyens nécessaires pour régenter l'OVG dont l'état de fonctionnement traduit une vétusté avilissante. En outre, les dégâts collatéraux enregistrés ne méritent pas être réparés- même en premier temps- par un montant s'élevant à l'ordre de 8 millions de dollars américains et qui en plus fait planer des sérieux doutes quant à leur gestion.